

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles 78, 79 et 80
du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux marchés publics

Analyse technique et développement d'applications de gestion

*Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)*

*N° de l'accord-cadre
TIC-2017-02*

Service Ressources Finances / Marchés Publics
--

SOMMAIRE

Article 1 :	Pouvoir adjudicateur.....	3
Article 2 :	Objet de l'accord-cadre et des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre	3
Article 3 :	Pièces constitutives de l'accord-cadre	3
Article 4 :	Procédure de passation.....	3
Article 5 :	Durée de l'accord-cadre	3
Article 6 :	Montant de l'accord-cadre	3
Article 7 :	Forme et exécution des marchés subséquents.....	4
Article 7.1 :	Forme des marchés subséquents	4
Article 7.2 :	Modalités d'attribution des marchés subséquents	4
Article 8 :	Termes non couverts par le présent accord-cadre	4
Article 9 :	Sous-traitance des marchés subséquents	4
Article 10 :	Prix et rémunération.....	4
Article 10.1 :	Nature des prix	4
Article 10.2 :	Caractère du prix.....	4
Article 10.3 :	Contenu des prix	5
Article 11 :	Vérification et réception des prestations des marchés.....	5
Article 11.1 :	Installation et mise en ordre de marche	5
Article 11.2 :	Vérifications quantitatives	5
Article 11.3 :	Vérifications qualitatives	5
Article 11.3.1 :	Vérifications d'aptitude (VA)	5
Article 11.3.2 :	Vérification de service régulier (VSR).....	6
Article 11.4 :	Rejet, ajournement, réception	6
Article 11.4.1 :	Rejet de livraison.....	6
Article 11.4.2 :	Réception	7
Article 11.5 :	Garantie.....	7
Article 12 :	Pénalités	7
Article 12.1 :	Pénalités de retard	7
Article 12.2 :	Pénalités de non-qualité	7
Article 13 :	Conditions de règlement.....	8
Article 13.1 :	Présentation des demandes de paiement.....	8
Article 13.2 :	Modalités de règlement	8
Article 14 :	Confidentialité.....	8
Article 15 :	Utilisation des résultats	9
Article 16 :	Résiliation	9
Article 17 :	Assurance	9
Article 18 :	Règlement des litiges.....	9
Article 19 :	Modification du marché	9
Article 20 :	Dérogations au CCAG-TIC	9

Article 1 : Pouvoir adjudicateur

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex

Article 2 : Objet de l'accord-cadre et des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés à passer (marchés subséquents) au cours de la période fixée à l'article 5 du présent CCAP.

L'objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement est relatif à la réalisation de prestations ayant pour objet l'analyse technique et le développement d'applications de gestion.







Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire avec montant maximum fixé à 200 000.00 € H.T pour toute la durée du marché.

Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles du présent marché sont énumérées comme suit par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

-  l'Acte d'Engagement (AE) de l'accord-cadre et ses annexes, ***datés et signés*** ;
-  le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
-  le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
-  les marchés subséquents et leurs annexes ;
-  l'offre technique et financière de l'entreprise, respectant les spécifications des Cahiers des Clauses Particulières pour chaque marché subséquent ;
-  toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents.

Pièces générales :

-  le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009.

Article 4 : Procédure de passation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Cette consultation sera passée en application de l'article 79 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Article 5 : Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification au titulaire.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre selon les conditions indiquées à l'article 7.2 du CCAP.

Article 6 : Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un maximum fixé à 200 000.00 € H.T pour toute la durée du marché.

Article 7 : Forme et exécution des marchés subséquents

Article 7.1 : Forme des marchés subséquents

Les marchés conclus sur la base du présent accord-cadre seront des marchés uniques.

Article 7.2 : Modalités d'attribution des marchés subséquents

La consultation se fera à l'initiative du pouvoir adjudicateur au moment de la survenance du besoin.

Chaque besoin émergent fera l'objet d'une demande de complétude de l'offre définissant les caractéristiques des prestations souhaitées par le pouvoir adjudicateur.

En réponse, le prestataire devra, par écrit, préciser son offre en produisant une proposition technique et financière détaillée dans un délai précisé lors de la consultation.

Après négociation éventuelle (mail, courrier, téléphone etc ...), le prestataire signera et transmettra le document contractuel qui formalisera le marché subséquent, une fois cette proposition technique et financière acceptée par le pouvoir adjudicateur.

Article 8 : Termes non couverts par le présent accord-cadre

Les termes non couverts par le présent accord-cadre qui pourront faire l'objet d'un complément de l'offre sont :

- ✚ La nature de la prestation demandée
- ✚ La durée des marchés subséquents
- ✚ Les délais d'exécution
- ✚ Le montant total de chaque prestation
- ✚ Les modalités de règlement du paiement des marchés subséquents
- ✚ Le comptable responsable des paiements

Article 9 : Sous-traitance des marchés subséquents

Conformément à l'article 12 du CCAG-TIC, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement auront été agréées par la personne publique, bénéficiera du paiement direct par le CDG 35, pour toute somme supérieure ou égale à 600 euros TTC.

Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

La déclaration de sous-traitance est à annexer au présent marché ainsi que l'attestation sur l'honneur que chaque sous-traitant doit remplir, dater et signer.

De même, chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Article 10 : Prix et rémunération

Article 10.1 : Nature des prix

Les marchés subséquents seront traités à prix global et forfaitaire sur la base du Tarif Journalier Moyen (TJM) exprimé dans le cadre de la détermination du Tarif Journalier Moyen (TJM) des prestations joint à l'accord-cadre.

Article 10.2 : Caractère du prix

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée de chaque marché subséquent.

Article 10.3 : Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'objet du présent marché ainsi que tous les frais afférents à la prestation y compris ceux d'hébergement, de restauration et de déplacement.

Article 11 : Vérification et réception des prestations des marchés

L'article 11 déroge aux articles 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 du CCAG-TIC.

Dans le cas d'un marché subséquent comportant plusieurs livraisons distinctes, chaque livraison fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Article 11.1 : Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche des logiciels sont réalisés soit par le pouvoir adjudicateur dans le cas de l'environnement de recette métier, soit par l'hébergeur dans le cas des environnements de pré-production et de production.

L'installation est effectuée en suivant les instructions du manuel d'installation rédigé par le titulaire. Le manuel d'installation doit avoir un niveau de précision suffisant pour permettre au pouvoir adjudicateur et à l'hébergeur d'effectuer l'installation de manière autonome.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 5 jours ouvrés, à partir de la livraison des logiciels par le titulaire, pour effectuer l'installation et la mise en ordre de marche sur l'environnement de recette métier. Le délai initialement prévu pour l'installation et la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'une prolongation de délai en cas de problème d'installation lié à un défaut dans les scripts d'installation ou les logiciels livrés par le titulaire ou à des instructions manquantes ou erronées dans le manuel d'installation fourni par le titulaire.

Article 11.2 : Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées au moment de la livraison et ont pour objet de contrôler la complétude de la livraison. Elles consistent à vérifier que tous les livrables attendus sont présents tant au niveau des logiciels que de la documentation. La liste des livrables attendus est précisée dans le CCTP.

À l'issue des opérations de vérification quantitatives, si les livrables ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Article 11.3 : Vérifications qualitatives

Article 11.3.1 : Vérifications d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche sur l'environnement de recette métier. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, sont conformes aux spécifications décrites dans les documents particuliers du marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 6 semaines à partir de la livraison par le titulaire pour procéder à la vérification d'aptitude. Ce délai peut être réduit sur décision du pouvoir adjudicateur si la livraison comporte peu d'évolutions ou si les évolutions apportées sont de faible complexité.

Les anomalies constatées durant les phases de vérification sont consignées par le pouvoir adjudicateur dans un outil de gestion de tickets fourni par le pouvoir adjudicateur et mis à disposition du titulaire. Le titulaire est tenu de corriger ces anomalies dans les délais convenus entre les deux parties.

Le nombre d'anomalies détectées en cours de vérification d'aptitude ne doit pas dépasser les seuils définis dans le tableau ci-dessous (indicateur n°1). En cas de dépassement de l'un des seuils, le pouvoir adjudicateur peut prendre la décision de rejeter la livraison.

Indicateur n° 1 - Nombre d'anomalies en cours de VA	
Gravité de l'anomalie	Seuil maximal
Mineure	6
Majeure	2
Bloquante ¹	0

A l'issue de la vérification d'aptitude, le nombre d'anomalies résiduelles ne doit pas dépasser les seuils définis dans le tableau ci-dessous (indicateur n° 2). Les anomalies résiduelles sont des anomalies détectées par le pouvoir adjudicateur mais qui n'ont pas été corrigées par le titulaire (ou dont le correctif n'est pas livré).

En cas de dépassement de l'un des seuils, le pouvoir adjudicateur peut prendre la décision d'ajourner la vérification d'aptitude jusqu'à correction et relivraison par le titulaire.

Indicateur n° 2 - Nombre d'anomalies résiduelles en fin de VA	
Gravité de l'anomalie	Seuil maximal
Mineure	2
Majeure	0
Bloquante	0

Article 11.3.2 : Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

A l'issue de la vérification de service régulier, le nombre d'anomalies résiduelles ne doit pas dépasser les seuils définis dans le tableau ci-dessous (indicateur n° 3).

En cas de dépassement de l'un des seuils, le pouvoir adjudicateur peut prendre la décision d'ajourner la vérification de service régulier jusqu'à correction et re-livraison par le titulaire.

Indicateur n° 3 - Nombre d'anomalies résiduelles en fin de VSR	
Gravité de l'anomalie	Seuil maximal
Mineure	1
Majeure	0
Bloquante	0

Article 11.4 : Rejet, ajournement, réception

Article 11.4.1 : Rejet de livraison

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il peut prononcer le rejet de la livraison.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de revoir les éléments livrés en effectuant les mises au point nécessaires. Le titulaire a l'obligation de renforcer les tests réalisés avant toute re-livraison.

Une re-livraison, suite à un rejet de livraison, donne lieu à une nouvelle phase de vérification complète :

- installation et mise en ordre de marche,
- vérification quantitative,
- vérification qualitative (vérification d'aptitude et vérification en service régulier)

Les délais de chacune des phases sont comptabilisés à partir de la date de re-livraison.

Ajournement

A l'issue des phases de VA ou de VSR, si le nombre d'anomalies résiduelles dépasse l'un des seuils fixés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la phase concernée.

¹ Une anomalie est qualifiée de bloquante si elle bloque l'utilisation d'une partie du logiciel pour les utilisateurs et qu'il n'existe pas de solution de contournement pour les utilisateurs depuis l'IHM du logiciel.

Une décision d'ajournement entraîne la prolongation de la phase de vérification concernée. Cette prolongation se termine lorsque les anomalies résiduelles ayant provoqué la décision d'ajournement sont corrigées et re-livrées par le titulaire et que l'effet de la correction a pu être vérifié par le pouvoir adjudicateur.

Article 11.4.2 : Réception

À l'issue de la vérification en service régulier, le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

Article 11.5 : Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie. Le point de départ du délai de garantie d'un marché subséquent est la date de notification de la décision de réception prononcée à la fin de la vérification de service régulier de la première livraison du marché. La fin de garantie intervient 3 mois et demi après la décision de réception de la dernière livraison du marché.

Indicateur n° 4 - Nombre d'anomalies résiduelles en fin de VSR	
Gravité de l'anomalie	Seuil maximal
Mineure	0
Majeure	0
Bloquante	0

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à corriger à ses frais les anomalies liées au marché, exception faite du cas où l'anomalie serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux corrections des anomalies qui lui sont imputables, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des corrections.

Article 12 : Pénalités

L'article 12 déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Article 12.1 : Pénalités de retard

Il pourra être appliqué des pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations définies aux marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre, selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

avec

P = montant de la pénalité

V = montant du marché subséquent

R = nombre de jours de retard

Le nombre de jours de retard (R) est calculé selon la formule suivante :

$$R = (L - D) \text{ converti en jours}$$

avec

L = date de livraison par le prestataire

D = date fixée par le marché subséquent

Si les prestations donnent lieu à re-livraison pour cause d'anomalies, il convient de distinguer deux cas :

- Si la livraison est rejetée, la date (L) correspond à la date de re-livraison faisant suite au rejet.
- Si la livraison n'est pas rejetée, la date (L) correspond à la date de livraison initiale.

Article 12.2 : Pénalités de non-qualité

Il pourra être appliqué des pénalités si le nombre d'anomalies détectées sur un marché subséquent, toutes phases confondues (vérification d'aptitude, vérification en service régulier, garantie), dépasse les seuils définis ci-dessous (indicateur n° 5) :

Indicateur n° 5 - Nombre d'anomalies sur un marché subséquent	
Gravité de l'anomalie	Seuil maximal
Mineure	20
Majeure	10
Bloquante	3

Le montant des pénalités de non-qualité est calculé selon la formule suivante :

$$P = V \times A \times G / 200$$

P = montant de la pénalité

V = montant du marché subséquent

A = nombre d'anomalies au-delà des seuils

G = coefficient de pondération en fonction de la gravité de l'anomalie

Pour une anomalie mineure, G = 1.

Pour une anomalie majeure, G = 2.

Pour une anomalie bloquante, G = 3.

Article 13 : Conditions de règlement

Les factures afférentes au paiement des prestations, seront établies en un original et deux exemplaires.

Elles seront adressées à l'ordre de :










Monsieur le Président
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1 avenue de Tizé
CS13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex
Tél : 02.99.23.31.00

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale
Le Colbert
34 place du Colombier
B.P. 3104
35031 Rennes Cedex
Tél. : 02.99.31.48.66

Article 13.1 : Présentation des demandes de paiement

Suite à l'admission des fournitures, les factures afférentes au paiement des prestations porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

-  le nom et l'adresse du créancier,
-  le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
-  le numéro du marché,
-  la date de notification du marché,
-  la nature de la prestation demandée,
-  le montant HT de chaque prestation,
-  le taux et le montant de la TVA,
-  le montant total TTC des prestations exécutées,
-  la date de facturation.

Article 13.2 : Modalités de règlement

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du marché.





Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Article 15 : Utilisation des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du titulaire est l'option B de l'article 38 du CCAG-TIC.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur les droits d'usage, de représentation, de reproduction et d'adaptation des éléments conçus dans le cadre de l'accord-cadre, sans limitation de temps, de lieu d'étendue et de destination.

Il est précisé le contenu de ses droits :

-  **Le droit d'usage** : il s'agit du droit d'exploiter l'ensemble des éléments conçus dans le cadre de l'accord-cadre, aux fins d'effectuer toute forme de traitement, à quelque titre que ce soit.
-  **Le droit de reproduction** : le droit de reprendre ou de faire reproduire l'ensemble des éléments conçus dans le cadre de l'accord-cadre, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique, CD Rom, DVD ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur, et ce, sans limitation de nombre.
-  **Le droit d'adaptation** : Le droit d'adapter, de faire adapter l'ensemble des éléments conçus dans le cadre de l'accord-cadre, de les faire évoluer, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir et sur tout support mentionnés au présent article.
-  **Le droit de représentation** : le droit de représenter l'ensemble des éléments conçus dans le cadre de l'accord-cadre, de diffuser ou de faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour et notamment par tous réseaux de télécommunications, actuels ou futurs, et ce sur tout support et en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou d'un organisme.

Article 16 : Résiliation

L'accord-cadre pourra être résilié pour les motifs et dans les conditions fixées au chapitre 8 du CCAG-TIC.

Article 17 : Assurance

Seules les stipulations de l'article 9 du CCAG-TIC relatives aux assurances sont applicables.

Article 18 : Règlement des litiges

Les contestations ayant trait à l'application du présent accord-cadre et à toutes les obligations qui en découlent, seront à défaut d'accord à l'amiable, soumises au Tribunal Administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte, F-35000 Rennes. Tél. 02 23 21 28 28. Fax 02 99 63 56 84.

Article 19 : Modification du marché

Toute modification du présent marché fera l'objet d'un avenant.

Article 20 : Dérogations au CCAG-TIC

L'article 11 du présent CCAP déroge aux articles 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 du CCAG-TIC

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 15 du CCAG-TIC